

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne,
relatif à la gestion administrative et financière des coordinations provinciales
pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Vu l'article 127 de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 16 décembre 2002 créant l'Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes, notamment les articles 2, 3, 4 10° et 5;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 15 décembre 2006;

Vu la délibération du Gouvernement wallon en date du 14 décembre 2006;

Considérant que l'Institut exerce ses missions sous l'autorité du (de la) Ministre fédéral(e) chargé(e) de la politique de l'égalité des femmes et des hommes;

Considérant qu'il est prévu que, dans l'accomplissement de sa mission, l'Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes dialogue et collabore avec les institutions dont l'action se situe, exclusivement ou en partie, dans le domaine de sa mission;

Considérant que l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne souhaitent, dans un souci de simplification administrative des procédures et de gestion efficiente du réseau francophone des coordinations provinciales, ainsi que de l'appel à projets qui y est associé, confier les missions de gestion administrative et comptable y afférentes à l'Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes;

L'Etat fédéral, représenté par M. Christian Dupont, Ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des Grandes villes et de l'Egalité des Chances, dont le siège est situé rue de la Loi 51, à 1040 Bruxelles, ci-après dénommé l'Etat fédéral;

La Communauté française de Belgique, représentée par Mme Marie Arena, Ministre-Présidente, chargée de la Politique d'Egalité des Chances, dont le siège est situé place Surllet de Chokier 15-17, à 1000 Bruxelles, ci-après dénommée la Communauté;

La Région wallonne, représentée par Mme Christiane Vienne, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances, dont le siège est établi rue des Brigades d'Irlande 4, à 5100 Jambes et par M. Jean-Claude Marcourt, Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur, dont le siège est situé place des Célestines 1, à 5000 Namur, ci-après dénommée la Région,

Ont convenu ce qui suit :

Préambule

Depuis 2001, à l'initiative de la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi et de la Politique de l'Egalité des Chances, niveau fédéral et entités fédérées, Communautés et Régions, contribuent ensemble au développement de la politique locale d'égalité entre les femmes et les hommes axée plus spécifiquement sur les deux volets suivants :

1. la lutte contre les violences à l'égard des femmes;
2. la promotion de l'égalité des femmes et des hommes sur le plan socio-économique, dans la vie sociale et dans l'accès aux lieux de décision.

Dans ce cadre, l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne interviennent, en fonction de l'affectation de leur apport financier déterminée à l'article 2, à deux niveaux :

- 1) dans le cofinancement des salaires et frais de fonctionnement des coordinateurs(trices) provinciaux(ciales), actifs(ves) au sein d'une coordination provinciale, placée sous la tutelle de la Députation permanente;
- 2) dans le soutien aux projets introduits dans le cadre des appels à projets annuels lancés aux associations de terrain par l'intermédiaire des coordinateurs(trices).

Article 1^{er}. Objet.

Dans le respect de leurs compétences respectives, les parties signataires s'engagent à poursuivre et à coordonner leur politique locale d'égalité entre les femmes et les hommes de la manière suivante :

1) en soutenant dans chaque province francophone (Namur, Liège, Luxembourg, Brabant wallon, Hainaut) une coordination provinciale dont les missions sont les suivantes :

- coordonner l'action des partenaires locaux. A travers l'expression partenaires locaux, il faut entendre, notamment, les associations féminines, les services de police, les instances judiciaires, les services de médiation, les services d'aide médicale, les organisations d'assistance sociale, les communes et organismes d'intérêt public dépendant de ces communes, les équipes de recherche universitaires qui travaillent sur le thème de l'égalité ainsi que les Commissions consultatives communales et/ou les échevin(e)s en charge de l'égalité, les établissements scolaires, les entreprises locales ou encore les organismes de formation et d'insertion socioprofessionnelle;
- collaborer avec les partenaires locaux afin de :
- dans le cadre de la lutte contre les violences à l'égard des femmes (volet 1) :
 - identifier les besoins avec les partenaires locaux existants qui entrent en contact avec des femmes victimes de violences, à savoir, notamment, les services de police, les instances judiciaires, les services de médiation, les services d'aide médicale, les associations actives en la matière et les organisations d'aide sociale;
 - centraliser l'information pertinente émanant tant des instances de décision fédérales, régionales, communautaires et provinciales que de l'Institut pour l'Egalité des Chances entre les Femmes et les Hommes et des partenaires locaux;
 - favoriser les synergies et la coopération entre les différents acteurs locaux, notamment les associations qui accueillent et hébergent les femmes victimes de violence;
 - s'intégrer dans les coordinations existantes et favoriser des actions de sensibilisation et de prévention.
- Dans le cadre de la promotion de l'égalité des femmes et des hommes, sur le plan socio-économique, dans la vie sociale et dans l'accès aux lieux de décision (volet 2) :
- mettre sur pied des projets en matière de politique d'égalité avec, notamment, les communes et les organismes d'intérêt public dépendant de ces communes, les entreprises locales, le monde associatif local, les établissements scolaires et les organismes de formation et d'insertion socioprofessionnelle et le FOREm.

2) En soutenant annuellement un appel à projets dont l'objectif est de soutenir des projets pilotes dans le domaine de la politique d'égalité entre femmes et hommes sur le plan local dans les cinq provinces francophones. Ces projets, associant les partenaires locaux, sont introduits par les coordinations provinciales, et ont un caractère novateur et pertinent dans le cadre du développement d'une politique locale d'égalité des femmes et des hommes, dans les cinq provinces francophones (Namur, Liège, Luxembourg, Brabant wallon, Hainaut).

3) En veillant à assurer une cohérence dans les projets relevant du volet socio-économique coordonnés par les coordinations provinciales.

Art. 2. Budget.

Un Fonds commun de la politique locale est créé au sein de l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes. Il est alimenté, dans la limite des fonds disponibles, par l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne.

Un budget de € 215.325 est mis annuellement à disposition :

1) pour les coordinations provinciales :

. € 62.400 par l'Etat fédéral, soit € 12.480 par province, à savoir € 6.240 par coordinateur/trice, répartis en 2 équivalents temps plein;

. € 20.800 par la Communauté française, soit € 4.160 par province répartis en deux équivalents temps plein;

. € 41.600 par la Région wallonne, dont :

* € 20.800, à charge de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, soit € 4.160 par province et par équivalent temps plein affecté au volet 1 (lutte contre les violences à l'égard des femmes);

* € 20.800 à charge du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur, soit € 4.160 par province et par équivalent temps plein affecté au volet 2 (promotion de l'égalité des femmes et des hommes, sur le plan socio-économique, dans la vie sociale et dans l'accès aux lieux de décision).

Ces calculs se font sur la base de deux équivalents temps plein travaillant, chacun, sur l'un des deux volets. Si l'affectation est inférieure, les montants doivent être réduits à due concurrence.

2) pour l'appel à projets :

— € 62.400 par l'Etat fédéral, soit € 12.480 par province;

— € 28.125 par la Communauté française, soit € 5.625 par province.

Pour l'ensemble du Fonds commun, les contributions de la Communauté française et de la Région wallonne sont versées à l'Institut pour le mois de mars de l'année à laquelle elles se rapportent.

Les différents budgets, et leur répartition respective, peuvent être adaptés moyennant l'accord de toutes les parties concernées représentées au sein du comité de gestion, après évaluation, par un avenant au présent accord de coopération.

Afin de préserver la répartition initiale de la charge financière, un système de réduction proportionnelle de l'ensemble des contributions est prévu, dans l'hypothèse où une ou plusieurs entités signataires ne seraient pas en mesure de verser tout ou partie de leur contribution suite à des mesures de restrictions budgétaires internes.

Art. 3. Gestion administrative, financière et budgétaire.

L'Institut est chargé d'effectuer (à titre gratuit) la gestion administrative, financière et budgétaire :

— des conventions établies avec les provinces en vue d'assurer le financement des coordinateurs(trices), à savoir : gestion du financement, réception et analyse des pièces justificatives, analyse du rapport d'activité et approbation du plan de travail en accord avec le comité de gestion mentionné à l'article 4 du présent accord de coopération;

— des projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets, à savoir : suivi de l'appel à projets et des projets sélectionnés, réception et vérification des pièces justificatives, paiement des montants alloués aux projets sélectionnés. La sélection et le suivi des projets devront s'effectuer, en fonction de l'affectation de leur apport financier déterminé à l'article 2, en concertation avec les partenaires regroupés au sein du comité de gestion mentionné à l'article 4 du présent accord de coopération.

Au titre de sa gestion financière et budgétaire, l'Institut rendra également au comité de gestion, décrit ci-après, un rapport semestriel.

Art. 4. Comité de gestion.

§ 1^{er}. Il est créé un comité de gestion de la politique locale composé de huit membres minimum, parmi lesquels au moins :

— un(e) représentant(e) du (de) la Ministre du Gouvernement fédéral en charge de l'Égalité des Chances;

— un(e) représentant(e) du (de) la Ministre du Gouvernement de la Communauté française en charge de l'Égalité des Chances;

— un(e) représentant(e) du (de) la Ministre du Gouvernement wallon en charge de l'Égalité des Chances;

— un(e) représentant(e) du (de) la Ministre du Gouvernement wallon en charge de l'Emploi;

— un(e) représentant(e) de l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes;

— un(e) représentant(e) de la Direction de l'Égalité des Chances du Ministère de la Communauté française;

— un(e) représentant(e) de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;

— un(e) représentant(e) de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

§ 2. Sur base des objectifs définis à l'article 1^{er}, les missions du comité de gestion sont les suivantes :

En ce qui concerne les coordinations provinciales :

- définir les axes prioritaires du plan d'action des coordinations provinciales;
- approuver ces plans d'actions annuels (portant sur les deux volets définis dans le préambule) ainsi que les rapports d'activité annuels (compte-rendu détaillé des actions mises en œuvre et résultats engrangés dans le cadre des missions définies à l'article 1^{er}) et ce dans un délai de deux mois à compter de la remise du rapport et/ou du Plan;
- assurer, sous réserve de l'approbation des plans d'actions annuels déposés par les coordinations provinciales, le cofinancement des salaires annuels des coordinateurs(trices) provinciaux(ciales) à concurrence d'un équivalent temps plein pour chacun des deux volets et par province. Ces coordinateurs(trices) provinciaux(ciales) s'emploieront aux tâches définies par le présent accord de coopération sous l'autorité de la Province et sous le suivi et l'évaluation des comités provinciaux d'accompagnement.

En ce qui concerne l'appel à projets :

- définir les axes de l'appel à projets et, sur proposition de l'Institut, les modalités de lancement et d'exécution de l'appel à projets (planning, etc.);
- sélectionner les projets soumis dans le cadre de l'appel à projets;
- déterminer et accorder le financement lié aux projets sélectionnés.

§ 3. Le comité de gestion se réunit au moins trois fois par an.

§ 4. Le secrétariat du comité de gestion est assuré par l'Institut qui :

- organise une collaboration permanente et structurelle avec les administrations régionales et communautaires concernées;
- examine et analyse la pertinence et la faisabilité des plans d'actions et projets déposés par les coordinations provinciales et présente ceux-ci au comité de gestion avec une proposition de décision lors de l'approbation des plans d'actions et de la sélection des projets déposés dans le cadre de l'appel à projets;
- accompagne et évalue les projets menés par les coordinations provinciales;
- examine les rapports d'activité annuels des coordinations provinciales et présente ceux-ci au comité de gestion avec une proposition de décision lors de l'approbation des rapports d'activités;
- présente au comité de gestion, d'initiative ou sur demande, toute proposition de nature à améliorer la mise en œuvre et/ou l'efficacité de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes définie dans le présent accord de coopération;
- réalise un rapport annuel sur la mise en œuvre de l'accord de coopération. Ce rapport sera approuvé par le comité de gestion puis présenté aux Gouvernements respectifs.

Art. 5. Communication.

L'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne s'engagent à faire apparaître dans leurs communications respectives concernant la politique locale d'égalité entre les femmes et les hommes la participation des cosignataires de cet accord de coopération.

Art. 6. Faculté de dénonciation de l'accord.

Le présent accord peut être dénoncé par l'une des Parties, sous réserve qu'un préavis de six mois soit respecté.

Bruxelles, le 23 janvier 2007, en trois exemplaires.

Pour l'Etat fédéral :

Le Ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des Grandes Villes
et de l'Egalité des Chances,

Ch. DUPONT

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente en charge de l'Egalité des Chances,

Mme M. ARENA

Pour la Région wallonne :

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest
betreffende het administratieve en financiële beheer van de provinciale coördinaties
voor de gelijkheid van vrouwen en mannen

Gelet op artikel 127 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, meer bepaald artikel 92bis, ingevoegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen, meer bepaald de artikelen 2, 3, 4 10° en 5;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap op 15/12/2006;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van het Waals Gewest op 14/12/2006;

Overwegende dat het Instituut zijn taken uitvoert onder het gezag van de federale Minister belast met het beleid inzake gelijkheid van vrouwen en mannen.

Overwegende dat bepaald is dat het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen bij de uitvoering van zijn taak overlegt en samenwerkt met de instellingen die uitsluitend of ten dele actief zijn op het actieterrein van dit Instituut.

Overwegende dat de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals gewest, met het oog op de administratieve vereenvoudiging van de procedures en het doeltreffende beheer van het Franstalige netwerk van de provinciale coördinaties en in het kader van de projectoproep die hieraan verbonden is, de bijhorende taken inzake administratief en boekhoudkundig beheer wensen toe te vertrouwen aan het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen.

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de heer Christian Dupont, Minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen, Wetstraat 51, te 1040 Brussel, hierna de Federale Staat genoemd,

De Franse Gemeenschap van België, vertegenwoordigd door Mevr. Marie Arena, Minister-President, belast met het Gelijke Kansenbeleid, Surllet de Chokierplein 15-17, te 1000 Brussel,

Hierna de Gemeenschap genoemd,

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door Mevr. Christiane Vienne, Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen, rue des Brigades d'Irlande 4, te 5100 Jambes en de heer Jean-Claude Marcourt, Minister van Economie, Werkgelegenheid en Buitenlandse Handel, place des Célestines 1, te 5000 Namen, hierna het Gewest genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Preambule

Sinds 2001 werken het federale niveau en de gefedereerde entiteiten, de Gemeenschappen en Gewesten, op initiatief van de Vice-Eerste Minister, de Minister van Werk en Gelijke Kansenbeleid samen aan de ontwikkeling van het lokale beleid inzake gelijke kansen voor mannen en vrouwen dat meer specifiek is toegespitst op de twee volgende luiken :

1. de strijd tegen geweld tegenover vrouwen;
2. de bevordering van de gelijkheid van vrouwen en mannen op sociaal-economisch vlak, in het sociale leven en de deelname aan de beslissingsprocessen.

In dit kader treden de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, in functie van de toewijzing van hun financiële steun die is bepaald in artikel 2, op twee niveaus op :

- 1) de cofinanciering van de lonen en de werkingskosten van de provinciale coördinatoren/coördinatrices die actief zijn binnen een provinciale coördinatie, die onder de voogdij is geplaatst van de Bestendige Deputatie;
- 2) de steun aan projecten die worden ingediend in het kader van de jaarlijkse projectoproepen die door de coördinatoren/coördinatrices worden gericht aan de verenigingen die actief zijn op het terrein.

Artikel 1. Voorwerp.

Binnen hun respectieve bevoegdheden verbinden de ondertekenende partijen zich ertoe hun lokaal beleid inzake gelijkheid van vrouwen en mannen op de volgende manier voort te zetten en te coördineren :

1) via de ondersteuning in alle Franstalige provincies (Namen, Luik, Luxemburg, Waals Brabant, Henegouwen) van een provinciale coördinatie dat de volgende taken heeft :

- coördinatie van de actie van de lokale partners. Onder de term lokale partners moeten ondermeer de volgende actoren verstaan : de vrouwenverenigingen, de politiediensten, de gerechtelijke instanties, de bemiddelingsdiensten, de medische hulpdiensten, de organisaties die maatschappelijke hulp bieden, de gemeenten en de instellingen van openbaar nut die afhangen van deze gemeenten, de universitaire onderzoeksteams die werken rond het thema gelijkheid en de gemeentelijke raadgevende Commissies en/of de schepenen belast met gelijkheid, de onderwijsinstellingen, de lokale ondernemingen of de instellingen die actief zijn inzake opleiding en sociaal-professionele inschakeling;
- samenwerken met de lokale partners om :
- in het kader van de strijd tegen geweld tegenover vrouwen (luik 1) :
 - de behoeften te identificeren met de bestaande lokale partners die in contact komen met vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld, namelijk politiediensten, gerechtelijke instanties, bemiddelingsdiensten, medische hulpdiensten en organisaties die maatschappelijke hulp bieden;

- de relevante informatie te centraliseren die zowel uitgaat van beslissingsinstanties op federaal, gewestelijk, gemeenschaps- en provinciaal vlak als van het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen en de lokale partners;
- de synergie en de samenwerking te bevorderen tussen de verschillende lokale actoren, meer bepaald de verenigingen die de vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld, opvangen en onderdak bieden;
- zich in te werken in de bestaande coördinaties en sensibiliserings- en preventieacties in de hand te werken.
- in het kader van de bevordering van de gelijkheid van vrouwen en mannen, op sociaal-economisch vlak, in het sociale leven en voor de deelname aan de beslissingsprocessen (luik 2) :
- Projecten op touw zetten in het kader van het gelijke kansenbeleid, meer bepaald met de gemeenten en de instellingen van openbaar nut die afhangen van deze gemeenten, de lokale ondernemingen, het lokale verenigingsleven, de onderwijsinstellingen en de instellingen die actief zijn inzake opleiding en socio-professionele inschakeling en FOREm.

2) Via de jaarlijkse ondersteuning van een projectoproep, waarvan de doelstelling erin bestaat pilootprojecten te steunen op het vlak van het beleid inzake gelijkheid van vrouwen en mannen op lokaal vlak in de vijf Franstalige provincies. Deze projecten, waarbij de lokale partners worden betrokken, worden ingediend door de Provinciale Coördinatoren en zijn vernieuwend en relevant van aard in het kader van de ontwikkeling van een lokaal beleid inzake gelijkheid van vrouwen en mannen in de vijf Franstalige provincies (Namen, Luik, Luxemburg, Waals Brabant, Henegouwen).

3) Door te zorgen voor een coherentie in de projecten die deel uitmaken van het sociaal-economische luik die worden gecoördineerd door de provinciale coördinatoren.

Artikel 2. Budget.

Er wordt een Gemeenschappelijk Fonds voor het lokale beleid opgericht in het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen. Het wordt, binnen de grenzen van de beschikbare fondsen, gespijsd door de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest.

Er wordt jaarlijks een budget van € 215. 325 ter beschikking gesteld :

1) Voor de provinciale coördinaties :

. € 62.400 door de Federale Staat, hetzij € 12.480 per provincie, met name € 6.240 per coördinator(trice), verdeeld over 2 voltijdse equivalenten;

. € 20.800 door de Franse Gemeenschap, hetzij € 4.160 per provincie, verdeeld over twee voltijdse equivalenten;

. € 41.600 door het Waals Gewest, waarvan :

* € 20.800 ten laste van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen, hetzij € 4.160 per provincie en per voltijds equivalent dat wordt toegewezen aan luik 1 (strijd tegen het geweld tegenover vrouwen).

* € 20.800 ten laste van de Minister van Economie, Werkgelegenheid en Buitenlandse Handel, hetzij € 4.160 per provincie en per voltijds equivalent dat wordt toegewezen aan luik 2 (bevordering van de gelijkheid van vrouwen en mannen op sociaal-economisch vlak, in het sociale leven en deelname aan de beslissingsprocessen).

Deze berekeningen gebeuren op basis van twee voltijdse equivalenten die elk rond één van de twee luiken werken. Worden er minder mensen tewerk gesteld, dan moeten de bedragen verhoudingsgewijs verminderd worden.

2. 2) Voor de projectoproep :

— € 62.400 door de Federale Staat, hetzij € 12.480 per provincie;

— € 28.125 door de Franse Gemeenschap, hetzij € 5.625 per provincie.

Voor het hele Gemeenschappelijk Fonds worden de bijdragen van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest gestort aan het Instituut tegen de maand maart van het jaar waarop de bijdragen betrekking hebben.

De verscheidene budgetten en de respectieve verdeling ervan kunnen worden aangepast mits akkoord van alle betrokken partijen die vertegenwoordigd zijn in het beheerscomité, dit na evaluatie en aan de hand van een aanhangsel bij dit samenwerkingsakkoord.

Om de oorspronkelijke verdeling van de financiële last te vrijwaren, wordt voorzien in een systeem voor de verhoudingsgewijze vermindering van alle bijdragen, in de veronderstelling dat één of meerdere ondertekenende partijen niet in staat zou zijn om een deel of hun gehele bijdrage te betalen ten gevolge van interne maatregelen inzake budgettaire inkringing.

Artikel 3. Administratief, financieel en budgettaire beheer.

Het Instituut heeft de opdracht om (kosteloos) het administratieve, financiële en budgettaire beheer uit te oefenen :

— van de overeenkomsten die werden gesloten met de provincies om de financiering te waarborgen van de coördinatoren/coördinatrices, namelijk : beheer van de financiering, ontvangst en analyse van de bewijsstukken, analyse van het activiteitenverslag en goedkeuring van het werkplan in overleg met het beheerscomité, vermeld in artikel 4 van dit samenwerkingsakkoord;

— van de projecten die geselecteerd werden in het kader van de projectoproep, namelijk : follow-up van de projectoproep en van de geselecteerde projecten, ontvangst en controle van de bewijsstukken, betaling van de bedragen die worden toegekend aan de geselecteerde projecten. De selectie en de follow-up van de projecten moeten, in functie van de toewijzing van hun financieel aandeel bepaald in artikel 2, gebeuren in overleg met de partners die deel uitmaken van het beheerscomité dat vermeld is in artikel 4 van dit samenwerkingsakkoord.

In het licht van zijn financieel en budgettaire beheer zal het Instituut eveneens een halfjaarlijks verslag overhandigen aan het hierna beschreven beheerscomité.

Artikel 4. Beheerscomité.

§ 1. Er wordt een beheerscomité voor het lokale beleid opgericht dat zal bestaan uit minimum acht leden, onder wie ten minste :

- een vertegenwoordiger(ster) van de Minister van de Federale Regering belast met Gelijke Kansen;
- een vertegenwoordiger(ster) van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met Gelijke Kansen;
- een vertegenwoordiger(ster) van de Minister van de Waalse Regering belast met Gelijke Kansen;
- een vertegenwoordiger(ster) van de Minister van de Waalse Regering belast met Werkgelegenheid;
- een vertegenwoordiger(ster) van het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen;
- een vertegenwoordiger(ster) van de Directie Gelijke Kansen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- een vertegenwoordiger(ster) van de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waals Gewest;
- een vertegenwoordiger(ster) van de Algemene Directie Economie en Werkgelegenheid van het Ministerie van het Waals Gewest.

§ 2. Op basis van de doelstellingen die zijn bepaald in artikel 1, zijn dit de taken van het beheerscomité :

Wat betreft de provinciale coördinaties :

- de prioritaire krachtlijnen bepalen van het actieplan van de provinciale coördinaties;
- deze jaarlijkse actieplannen (betreffende de twee luiken die werden bepaald in de preambule), alsook de jaarlijkse activiteitenverslagen (gedetailleerde samenvatting van de uitgevoerde acties en de behaalde resultaten in het kader van de taken die zijn bepaald in artikel 1) goedkeuren binnen een termijn van twee maanden, die van start gaat bij de indiening van het verslag en/of het plan;
- onder voorbehoud van de goedkeuring van de jaarlijkse actieplannen die worden ingediend door de provinciale coördinaties, de cofinanciering waarborgen van de jaarlijkse lonen van de provinciale coördinatoren/coördinatrices voor een voltijds equivalent voor elk van de twee luiken en per provincie. Deze provinciale coördinatoren/coördinatrices zullen zich inzetten voor de uitvoering van de taken die zijn bepaald in dit samenwerkingsakkoord onder toezicht van de Provincie en de follow-up en de evaluatie van de provinciale begeleidingscomités.

Wat betreft de projectoproep :

- De krachtlijnen bepalen van de projectoproep en, op voorstel van het Instituut, de voorwaarden vastleggen voor de lancering en de uitvoering van de projectoproep (planning, enz.);
- de projecten selecteren die zijn ingediend in het kader van de projectoproep;
- de financiering van de geselecteerde projecten bepalen en toekennen.

§ 3. Het beheerscomité vergadert ten minste drie keer per jaar.

§ 4. Het secretariaat van het beheerscomité wordt waargenomen door het Instituut dat :

- een permanente en structurele samenwerking organiseert met de administraties van de betrokken Gemeenschappen en Gewesten;
- de haalbaarheid en de relevantie onderzoekt en analyseert van de actieplannen en projecten die worden ingediend door de provinciale coördinaties en deze met een voorstel van beslissing voorlegt aan het beheerscomité bij de goedkeuring van de actieplannen en van de selectie van de projecten die zijn ingediend in het kader van de projectoproep.
- de projecten begeleidt en evalueert die worden uitgevoerd door de provinciale coördinaties;
- de jaarlijkse activiteitenverslagen van de provinciale coördinaties onderzoekt en deze met een voorstel van beslissing voorlegt aan het beheerscomité bij de goedkeuring van de activiteitenverslagen;
- het beheerscomité op eigen initiatief of op aanvraag elk voorstel voorlegt dat van die aard is dat het de uitvoering en/of de doeltreffendheid verbetert van het beleid inzake gelijkheid van vrouwen en mannen dat is bepaald in dit samenwerkingsakkoord.
- jaarlijks een verslag opstelt over de uitvoering van het samenwerkingsakkoord. Dit verslag moet worden goedgekeurd door het beheerscomité en wordt vervolgens voorgelegd aan de respectieve Regeringen.

Artikel 5. Communicatie.

De Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest verbinden zich ertoe om in hun respectieve mededelingen over het lokale beleid inzake gelijkheid van vrouwen en mannen de deelname te vermelden van de medeondertekenaars van dit samenwerkingsakkoord.

Artikel 6. Mogelijkheid tot opzegging van het akkoord.

Dit akkoord kan verbroken worden door één van de Partijen met inachtneming van een opzegtermijn van zes maanden.

Brussel, op 23 januari 2007, in drie exemplaren.

Voor de Federale Staat :

De Minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,
Ch. DUPONT

Voor de Franse Gemeenschap :

Minister-President belast met het Gelijke Kansenbeleid,
Mevr. M. ARENA

Voor het Waals Gewest :

Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE